

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 23/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SAMBRE et MEUSE

RUE DES USINES
BP 2
59750 Douzies Feignies

Références : 2024_V3_263
Code AIOT : 0007000715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement SAMBRE et MEUSE implanté 54 rue des usines 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMBRE et MEUSE
- 54 rue des usines 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007000715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé,

notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE. En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire. À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire.

La présente visite d'inspection fait suite à d'autres visites sur le même thème (la mise en sécurité de l'installation). Des arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés par Mr le Préfet le 04 avril 2022, ils encadrent cette mise en sécurité et servent de base réglementaire à la présente visite d'inspection.

Cette inspection fait suite à une visite des différentes parties prenantes (représentants des collectivités locales, autorités préfectorales, DREAL, ADEME etc...) afin de visualiser les travaux déjà entrepris (travaux de sécurisation et d'évacuation des déchets du site) et à envisager une réutilisation future possible du site de Sambre et Meuse à moyen terme. Une visite d'inspection a ensuite eu lieu le jour même en présence de l'ADEME et des inspecteurs de la DREAL.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	AP de Mesures Spéciales du 27/03/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en sécurité sont bien avancés. Cependant, le délai pour sécuriser le site n'a pu être tenu. En effet, des bassins, des cuves et un sous-sol de 500m² contenant des produits dangereux ont été découverts après le début des travaux. L'entreprise en charge des travaux annonce une fin des travaux pour le 4 octobre. Il est à noter que des déchets non dangereux ne seront pas évacués lors de cette opération. De plus, les travaux de confortement et de sécurisation du site ont été effectués uniquement sur les lieux contenant des produits dangereux. Au total, 4000 tonnes de déchets dangereux ont été évacués du site. Il reste environ 2000 tonnes à évacuer d'ici le 4 octobre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 27/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation
Prescription contrôlée : <p>Il est procédé sur le site SAMBRE ET MEUSE à Feignies, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à l'exécution des travaux de mise en sécurité suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Limitation des accès au site pour éviter les risques de chute et de noyade.• Élimination des déchets très toxique issus de l'activité SAMBRE ET MEUSE présentant une menace grave pour l'environnement et les populations (appareils électriques, fluides et boues contenant des diélectriques chlorés au droit des zones ayant accueilli les transformateurs, cellules contenant un gaz CFC, contenants de diméthyléthylamine).• Élimination de déchets dangereux présents à l'intérieur des bâtiments.• Recherche et le cas échéant, mise en sécurité éventuelle de l'ancien captage d'eau industrielle.• Caractérisation des autres déchets dangereux issus de l'activité Sambre ET MEUSE présents sur le site en vue d'une estimation pour une éventuelle intervention d'enlèvement de déchets ultérieure
Constats : <p>Le site dispose d'un gardiennage 24 heures sur 24 ainsi que d'un dispositif de surveillance (caméras, alarmes). Des tentatives d'intrusion récurrentes sont toujours présentes et l'ADEME procède régulièrement à des travaux sur les enceintes extérieures pour empêcher ces intrusions</p> <p>L'ADEME a procédé à l'élimination d'une grande partie des déchets dangereux : sur les 6000T de déchets - pour l'essentiel des déchets dangereux, 4000 tonnes ont été évacués (notamment dans les bâtiments dits « 13, 12, 9, 21, 17, 2 et 4 »).</p> <ul style="list-style-type: none">• les cuves contenant des produits dangereux ont été évacuées,• les bassins et fosses nettoyés et remblayés (bâtiment 9),• les caniveaux nettoyés et curés (bâtiment 9),• une cheminée retirée,• les appareils électriques et bidons contenant des produits dangereux retirés,• les documents présentant un risque d'incendie situés dans le bâtiment administratif ont été évacués.• Les produits chimiques du laboratoire, notamment du mercure, ont été évacués. <p>Les matériaux utilisés pour remblayer les fosses proviennent du site même (après avoir été caractérisés et considérés comme non polluants).</p>

Le retard accumulé empêchant une fin de travaux pour le 11 août est dû notamment à:

- 2 cuves estimées à 5m3 contenant des hydrocarbures ont, après vérification, un volume réel de 60 et 80m3;
- la découverte d'un sous-sol de 500m2 contenant des éléments de process, des cuves remplis d'huiles au niveau du bâtiment 17 ce sous sol est actuellement « sous eau » ;
- des travaux de confortement afin de sécuriser l'évacuation des déchets dangereux.

L'ADEME indique que l'ensemble des déchets dangereux qui été connus en début d'intervention devraient être évacués pour le 4 octobre 2024 (3 fosses situées dans le bâtiment 9 doit encore être nettoyés et remblayés).

Concernant le bassin des eaux industrielles, un travail doit être effectué afin de pouvoir gérer et traiter les sédiments. Les effluents situés sous une partie du site ont été contaminés par de la fibre d'amiante et ne pourront pas être traités d'ici la fin des travaux.

Enfin, l'ADEME précise qu'une nouvelle phase d'étude devra être réalisée afin de traiter entre autre les effluents pollués et de curer et nettoyer le sous-sol découvert lors de l'opération.

Il est important de noter les éléments suivants qui étaient connus dès le départ de l'intervention :

- les travaux de confortement des bâtiments ont été réalisés uniquement dans le but de pouvoir accéder en toute sécurité aux zones disposant de déchets dangereux. Tous les bâtiments n'ont donc pas été sécurisés et il demeure des bâtiments et des zones dangereuses et menaçants de s'effondrer. Ces zones ont été signalées par des marquages adaptés signalant le danger (écriteaux etc.) ;
- la zone fait l'objet de tentatives d'incursions récurrentes de personnes, il y a donc un risque réel que des déchets extérieurs au site soient apportés ou de pillage des éléments métalliques supportant les bâtiments si le gardiennage est supprimé ;
- l'intervention concerne les déchets dangereux, il subsistera après l'intervention de l'ADEME, la présence de déchets non dangereux et de bâtiment en mauvais état (effondrement de tout ou partie de ses bâtiments possible).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une nouvelle visite d'inspection sera effectuée à l'issue de la fin des travaux de sécurisation et d'évacuation des déchets dangereux du site.

Type de suites proposées : Sans suite